

Sous la direction de
Franck Mermier
et Élisabeth Picard

Liban, une guerre de trente-trois jours



La Découverte

9 bis, rue Abel-Hovelacque
75013 Paris

ISBN : 978-2-7071-5099-8

En application des articles L. 122-10 à L. 122-12 du code de la propriété intellectuelle, toute reproduction à usage collectif par photocopie, intégralement ou partiellement, du présent ouvrage est interdite sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris). Toute autre forme de reproduction, intégrale ou partielle, est également interdite sans autorisation de l'éditeur.

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit d'envoyer vos nom et adresse aux Éditions La Découverte, 9 bis, rue Abel-Hovelacque, 75013 Paris. Vous recevrez gratuitement notre bulletin trimestriel *À La Découverte*. Vous pouvez également retrouver l'ensemble de notre catalogue et nous contacter sur notre site **www.editionsladecouverte.fr**.

© Éditions La Découverte, Paris, 2007.

Introduction

FRANCK MERMIER ET ÉLIZABETH PICARD

Au matin du 12 juillet 2006, deux militaires israéliens étaient enlevés par les miliciens du Hezbollah libanais dans la zone frontalière occidentale séparant le Liban d'Israël. À une opération visant à susciter un échange de prisonniers comparable à ceux qui avaient eu lieu en 1998 et en 2004, Israël ripostait dans les deux heures en lançant sur le Liban une guerre qui devait le « renvoyer cinquante ans en arrière », une guerre préparée depuis des années.

L'État israélien tint en effet pour responsable de cette opération le gouvernement libanais dans son ensemble, arguant de la présence en son sein de deux ministres du Hezbollah. Durant trente-trois jours, l'armée israélienne fit subir à la population libanaise un véritable châtement collectif, en bombardant de nombreuses infrastructures civiles — routes, ponts, usines, aéroport, ports ou dépôts de carburants. L'aviation de l'État hébreu s'acharna particulièrement sur les prétendues « places fortes » du Hezbollah, la banlieue sud de Beyrouth, le sud du Liban et Baalbek. Les civils libanais payèrent un lourd tribut à cette tactique de matraquage aérien : 1 183 morts, 4 059 blessés et près d'un million de déplacés.

Le nombre de combattants du Hezbollah victimes des affrontements reste inconnu à ce jour ; une occultation à laquelle répond leur invisibilité médiatique, sauf dans les cérémonies funéraires célébrées

par le « Parti de Dieu » et retransmises sur sa télévision Al-Manar. Durant la guerre, les images des soldats des « Forces de défense israéliennes » ont, par contraste, envahi les écrans télévisés et les journaux du monde entier. Ils formèrent l'écrasante majorité des pertes israéliennes : cent vingt et un tués sur cent soixante-deux. Les roquettes du Hezbollah, s'abattant sur le nord d'Israël, causèrent la mort de quarante et un civils et provoquèrent le déplacement de 250 000 personnes.

Au-delà de la brutalité de ces chiffres, la guerre de l'été 2006 au Liban appelle à des réflexions sur la guerre asymétrique, sur le droit de la guerre et sur la gestion par les États et les acteurs inter et transnationaux de la crise humanitaire qui s'ensuivit. Tel est l'un des objectifs de ce livre, fruit d'une mobilisation de chercheurs et de spécialistes du Liban et du Moyen-Orient, français et libanais en majorité, qui s'est fait jour durant la guerre elle-même. Nombre d'entre eux étaient sur place et les analyses qu'ils proposent ici s'appuient notamment sur les enquêtes et les observations qu'ils ont pu faire alors, dont on verra qu'elles apportent un ensemble d'informations très largement inédites, du moins en France et dans les pays éloignés du « théâtre des opérations ». Dans le monde entier, cette guerre a certes donné lieu à une large couverture médiatique et à des flots de commentaires, d'appels collectifs et de tribunes individuelles. Mais, face à l'événement, le chercheur recourt souvent, s'il n'est pas sollicité par les médias pour donner ses réactions, à une mise à distance à la fois temporelle et critique répondant à son souci d'objectivité. Cet éloignement de la rumeur du monde peut aussi être une source de frustration extrême, lorsque la parole des experts autoproclamés monopolise le débat et l'oriente faussement par des raccourcis et simplifications qui semblent faire table rase du capital de connaissances accumulé par les chercheurs de terrain.

Ce livre répond donc à une double exigence d'urgence et de rigueur, qui soumet la fonction de témoignage et la nécessité de l'engagement aux critères de la production du savoir. Sa visée première, grâce à la diversité de ses angles d'approche, est de contribuer à éclairer le lecteur sur les enjeux multidimensionnels de cette nouvelle guerre du Liban, en convoquant les apports récents de la recherche scientifique sur le Proche-Orient. Il propose une lecture à plusieurs niveaux, en élargissant progressivement la focale au fil des

quatre parties qui structurent les contributions des auteurs. Après un premier bilan de la « guerre des trente-trois jours », il offre une vision inédite des répercussions du conflit sur la société libanaise. Il s'attache ensuite aux enjeux régionaux, à commencer par les relations avec Israël et, en arrière-plan, ceux de la terre, de l'eau et de la sécurité en les replaçant dans une brève mise en perspective historique. Il replace enfin la guerre dans le cadre de la conflictualité internationale, en s'intéressant aux grands acteurs comme les États-Unis, la France, Israël, l'Iran et la Syrie, ouvrant ainsi une réflexion sur les futurs équilibres du pays et de la région.

Le Liban en première ligne

Pendant des décennies, analystes et journalistes ont mis en exergue la situation du Liban sur une ligne de contact entre Orient et Occident, sa géographie de contrastes, le caractère pluriel de sa société, les dynamiques ambivalentes de son développement et de son insertion dans la modernité mondialisée. Sa survie même, dans un environnement hautement conflictuel, le laborieux processus de reconstruction et de réconciliation dans lequel il était entré après quinze ans de guerre civile et régionale (1975-1990), en faisaient sinon un modèle, du moins un contre-exemple face aux pratiques autoritaires des régimes politiques environnants, aux ratés du développement dans le monde arabe et à l'oppression sans fin de la société palestinienne par Israël.

Pour le Liban, être « en première ligne » dans un Moyen-Orient en mutation ne signifiait pas seulement avoir traversé un conflit civil meurtrier et dévastateur plus de dix ans avant que les guerres identitaires ne ravagent l'Afrique centrale et les Balkans. Cela signifiait aussi être pionnier dans les initiatives de transformation d'une économie vivrière en économie de services, et rompre avec le modèle dominant de développement de modernisation de l'agriculture et d'industrialisation. Audacieusement, au prix d'un exode rural massif et d'une coûteuse dépendance à l'égard des importations, le Liban s'est spécialisé très tôt dans les entreprises du secteur de la banque et des technologies de communication dans lesquelles excellent nombre de ses citoyens, à Beyrouth ou dans l'émigration.

Pendant longtemps, cela a également signifié être en avance dans le refus de se laisser entraîner sur la voie militaire et dans la recherche d'une solution de coexistence israélo-arabe, même si le jeu des équilibres régionaux lui interdisait de négocier un accord de paix — et cela jusqu'à ce que l'invasion israélienne de 1982 fasse naître une résistance armée *libanaise*. Cela signifiait enfin avoir adopté un système politique de partage des pouvoirs entre communautés religieuses, dit « de consensus », afin d'éviter que la dictature d'une majorité démographique ou politique ne s'impose à ses minorités ethniques et confessionnelles.

Ce caractère pionnier se lisait à travers le dynamisme et la créativité des médias et dans une vie intellectuelle et artistique florissante. Bien sûr, les déçus du Liban étaient légion, qui continuaient à grossir les rangs d'une diaspora plus nombreuse que la population du pays elle-même (4 millions d'habitants). Les sujets de critique ne manquaient pas : déséquilibre flagrant entre Beyrouth et les régions périphériques du pays, incurie et corruption des appareils d'État pris dans les réseaux tissés par la Syrie durant trente ans de présence militaire, hypocrisie de la relation entre les membres des différentes communautés religieuses « co-présents » au Liban mais pas vraiment concitoyens.

Eppur si muove : le Liban n'a pas seulement résisté à l'hostilité de ses voisins et aux affrontements fratricides de ses familles politiques et religieuses. Ce très petit pays (10 452 km²) de la rive orientale de la Méditerranée a su retrouver une paix relative avec l'accord parlementaire de Taëf (1989), réorganisant le partage communautaire du pouvoir à l'heure même des grands bouleversements mondiaux de la fin de la bipolarité et de la libéralisation des échanges. Ses élites, les fils des grands leaders de l'indépendance, mais aussi d'anciens chefs de guerre reconvertis et de nouveaux entrepreneurs formés à l'étranger et enrichis dans les pays pétroliers arabes, ont participé avec audace au rétablissement d'infrastructures plus modernes et à l'élaboration de projets ambitieux sous l'égide emblématique — et parfois contestée — de Rafic Hariri, patron d'entreprises multimilliardaire et Premier ministre de 1992 à 1998 et de 2000 à 2004. Dans les jeunes générations, se sont multipliés les organisations civiles et les mouvements citoyens aiguillonnés par le mot d'ordre partagé de « plus jamais ça ! ».

Une crise multidimensionnelle

Mais, après la reconstruction physique du pays, sa reconstruction politique tardait à prendre forme. Elle a été mise en échec depuis 2004 par la conjonction funeste de facteurs internes et externes, le spectaculaire assassinat de Rafic Hariri en février 2005 marquant le point d'inflexion de la nouvelle crise multidimensionnelle qui secoue le Liban depuis lors.

Une crise internationale, puisque les États-Unis, Israël et la France — pour ne nommer que les principaux acteurs — cherchent alors à modifier à partir de l'arène libanaise les équilibres de puissance au Moyen-Orient. Les premiers considèrent le Liban comme le troisième terrain d'application de leur politique de démocratisation autoritaire — un oxymoron qui dit toute la vanité du projet —, après l'Afghanistan et l'Irak. Israël, qui ne sait se résoudre à négocier une paix juste avec ses voisins arabes, poursuit sa stratégie militaire à l'encontre d'une sphère d'hostilité de plus en plus étendue : au Liban, il s'agissait d'affaiblir un allié de l'Iran (le Hezbollah), puissance qui menace son monopole nucléaire dans la région, mais aussi de mettre en échec un modèle d'État qui lui fait concurrence. Quant à la France, elle a troqué depuis le printemps 2004 son soutien jumeau au Liban et à la Syrie — deux pays sur lesquels elle a exercé un mandat de la Société des Nations de 1920 à 1943 — contre la défense active de l'indépendance libanaise et une hostilité affichée au régime de Damas. De la résolution 1559 de septembre 2004 à la résolution 1701 qui met fin à la guerre de l'été 2006, le Conseil de sécurité de l'ONU a été le point d'appui principal de ces trois politiques convergentes, qui ont contribué à la crise.

Une crise régionale aussi, puisque le retrait unilatéral de l'armée israélienne du sud du Liban en mai 2000 a ouvert le champ à une remise en cause — impossible auparavant — de la domination armée syrienne sur le pays. Ensuite, le retrait officiel et quasi total des militaires et des agents de renseignement syriens du Liban, en avril 2005, a ouvert la voie à l'exercice de la pleine souveraineté de l'État libanais sur son territoire. Dès lors, les conditions mêmes d'une négociation de paix syro-israélienne et libano-israélienne n'étaient plus les mêmes : il n'y avait plus de troc possible entre la souveraineté syrienne sur le Golan (occupé par Israël depuis 1967) et la souveraineté libanaise sur le sud du pays. En revanche, la poursuite d'une résistance islamique

libanaise, au motif de la persistance de l'occupation israélienne du petit territoire des fermes de Chebaa, reconnectait les enjeux libanais au problème palestinien et réinscrivait l'avenir du pays dans celui, plus large, du Proche-Orient.

Enfin (et surtout ?), la crise libanaise de 2004-2006, qui culmine avec la guerre de l'été 2006, est une crise domestique. Aux équilibres multipolaires entre élites des différentes communautés, équilibres qui permettaient de maintenir sur la scène politique un climat de négociations (même si celles-ci n'aboutissaient guère), s'est progressivement substituée une division binaire du pays, de plus en plus partagé entre la tentation de la « cité marchande » ultralibérale, protégée de l'Occident, et l'aventure de la « citadelle assiégée », celle du revivalisme islamique adossé aux rêves inaccomplis des nationalistes arabes voisins. D'un côté, la « Coalition du 14 mars » (2005) — regroupant les sunnites du « Courant du futur », les Druzes sous le leadership de Walid Joumblatt, nouveau héraut de l'indépendance à l'égard de la Syrie, et divers groupes chrétiens « souverainistes » — souscrit aux choix libéraux et pro-occidentaux de Rafic Hariri. De l'autre, des partis proches du président Émile Lahoud et plus ou moins pro-syriens prônent au contraire une plus forte intervention de l'État et mettent en avant leur hostilité à la politique américaine et israélienne dans la région. Certains sont laïques, comme le Parti syrien national social et le Courant patriotique libre du général Aoun ; d'autres sont nationalistes arabes, comme les nasséristes de Saïda ; et d'autres, confessionnels, comme les sunnites de la *Jama'a islamiyya*. Le Hezbollah chiite est le fer de lance de ce revivalisme religieux, et le plus puissant des divers groupes défenseurs de la « citadelle assiégée ».

C'est ce clivage, totalement inédit dans l'histoire du Liban, qu'a contribué à durcir la guerre israélienne des « trente-trois jours ».

De la guerre à la discorde

Après le cessez-le-feu du 14 août 2006, le renforcement de la FINUL (la Force intérimaire des Nations unies au Liban, créée en 1978) et le retrait presque total de l'armée israélienne du sud du Liban le 1^{er} octobre, le pays hérite non seulement d'un paysage dévasté et à reconstruire, mais aussi d'une nouvelle donne politique. Le

déploiement de l'armée libanaise au Sud répond aux exigences de la communauté internationale, à une revendication d'Israël et au souhait du gouvernement du Premier ministre Fouad Siniora. Il ne coïncide nullement avec le désarmement du Hezbollah qui est stipulé dans la résolution 1559 de septembre 2004, mais dont la réalisation est renvoyée à un processus de dialogue interlibanais commencé avant le début de la guerre. Proclamant sa « victoire divine », le Hezbollah semble, quant à lui, être sorti politiquement renforcé de cette confrontation en ayant fait la preuve de ses capacités de résistance. Sa popularité et celle de son secrétaire général, Hassan Nasrallah, ont atteint leur zénith parmi les populations arabes, qui ont vécu une bataille et une « victoire » par procuration, à l'issue de ce que la télévision satellitaire Al-Jazira a appelé la « sixième guerre israélo-arabe ».

Un sentiment qui contraste avec les positions initialement hostiles de plusieurs dirigeants arabes condamnant l'« aventurisme » du Hezbollah, mais aussi avec les réactions d'une partie de la population libanaise, qui s'est sentie entraînée malgré elle dans ce conflit. Une fois encore, le thème de la « guerre pour les autres » est réapparu, pour signifier que le Liban est la scène privilégiée des règlements de comptes régionaux et internationaux, avec cette fois en arrière-plan l'antagonisme opposant les États-Unis à l'Iran et la Syrie. Il semble en être une victime récurrente, en temps de guerre comme en temps de paix, puisque les clivages de sa classe politique paraissent reproduire en grande partie les lignes de fracture de la politique internationale — sans toutefois que cet apparent alignement soit toujours vérifié.

Il en résulte une définition changeante et fluctuante, mais surtout contradictoire, de l'ennemi extérieur, Israël ou Syrie, Iran ou États-Unis, qui s'incarne en un ennemi intérieur souvent assimilé à un agent de l'étranger. Les frontières symboliques de la société libanaise sont aussi poreuses que ses frontières internationales et la définition de leurs tracés et passages constitue un point de litige permanent entre les différents pôles de sa représentation politique. Ces divergences se sont manifestées durant la guerre et ont couvert tout un éventail de positions, allant du soutien total ou critique au Hezbollah et à la Résistance, jusqu'à la condamnation du parti chiite et le secret désir de le voir succomber sous les coups de l'armée israélienne.

La guerre de l'été 2006 aura donc accentué les clivages, rigidifié les positions et aggravé une tendance dangereuse à l'anathème politique.

Cela s'est notamment traduit par un usage immodéré de la référence aux événements de la guerre civile dans les discours des différents dirigeants politiques. Ces rappels malsains fragmentent encore plus une société libanaise divisée entre de multiples mémoires partisans. Le fort mouvement de solidarité qui s'est fait jour durant la guerre pour accueillir les déplacés, en majorité chiites, notamment dans les zones à majorité chrétienne, sunnite et druze, semble avoir laissé place, après le cessez-le-feu, à l'avivement des fractures communautaires. Dans les semaines qui suivirent, Beyrouth a ainsi connu plusieurs séries d'affrontements entre bandes de jeunes, ceux récurrents opposant des chiites de Chiyah et de la banlieue sud aux chrétiens du quartier rival d'Ayn el-Remmaneh, et d'autres mettant aux prises chiites et sunnites dans les secteurs ouest de la capitale.

La résurgence périodique des lignes de démarcation à teneur confessionnelle que signalent ces incidents et le déploiement subséquent des forces de sécurité aux points stratégiques de la ville ne doivent cependant pas faire oublier que le jeu des alliances politiques n'est pas réductible aux appartenances communautaires. C'est ce que rappelle notamment le document d'entente du « Courant patriotique libre » du général Michel Aoun avec le Hezbollah, même si sa signature, le 5 février 2006, en un lieu emblématique de l'ancienne ligne de démarcation, l'église Mar Mikhaïl entre les quartiers de Chiyah et Ayn el-Remmaneh, confirme que le souvenir de la guerre civile et de ses déchirures confessionnelles alimente fortement le répertoire symbolique du langage politique. La pratique ne cesse, dans le même temps, de bousculer l'inertie des représentations.

Fin 2006, il était ainsi difficile de parler d'un « camp chrétien », tant les divergences y étaient fortes. Le président maronite, Émile Lahoud, souffrait toujours d'un ostracisme international et du rejet d'une grande partie de la communauté chrétienne, alors que le général Michel Aoun, candidat à la présidence, se retrouvait dans la même tranchée que Soleiman Frangié, un dirigeant chrétien du Liban Nord et le chef du parti des Marada, pour contrer, avec les autres partis pro-syriens, les forces du « 14 mars » qui réclamaient sa démission.

Loin des simplismes médiatiques et des amalgames idéologiques, c'est à l'intelligence de cette réalité complexe que cet ouvrage entend

contribuer. Tous les auteurs^a se sont pliés bien volontiers et dans un court délai à l'exercice de synthèse qui leur a été proposé. Qu'ils en soient ici chaleureusement remerciés, ainsi que Florence Troin, pour l'établissement des cartes, et Gisèle Seimandi, pour son généreux travail d'édition.

a. Voir leur présentation, p. 251.